

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Gutelman, Michel, *Réforme et mystification agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*, Documents et recherches « d'Économie et Socialisme » 5, François Maspéro, Paris, 1971, 259 p.

par Christian-Antoine Girault

Études internationales, vol. 4, n° 3, 1973, p. 389-391.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700348ar>

DOI: 10.7202/700348ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

l'ouvrage consacre une place beaucoup trop restreinte aux forces internes du Japon. L'aperçu de politique intérieure, étrangement placé dans la conclusion ne suffit pas à éclairer une évolution qui ne peut s'expliquer par la seule politique étrangère.

J.-R. CHOTARD

*Histoire,
Université de Sherbrooke*

GUTELMAN, Michel, *Réforme et mystification agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*, Documents et recherches « d'Économie et Socialisme » 5, François Maspéro, Paris, 1971, 259p.

Ce livre est important en ce qu'il constitue sur la question agraire une contribution à la remise en cause du « système mexicain », remise en cause amorcée depuis quelques années par les auteurs mexicains eux-mêmes (cf. les travaux théoriques et empiriques de Rodolfo Stavenhagen et la *Revista del México Agrario*).

On a souvent considéré, en effet, le modèle mexicain de développement comme idéal pour l'Amérique latine. La réforme agraire dont les origines se situent dans la Révolution a certainement constitué une base de la croissance économique du pays. Mais soixante ans après ses débuts, on en perçoit les limites. Si on suit de près l'actualité mexicaine, on sent que « quelque chose ne va plus dans les campagnes ». Des émeutes éclatent ici et là. Une zone de guérilla rurale existe même dans l'État de Guerrero. L'inquiétude profonde des masses paysannes ne s'est pas traduite jusqu'à maintenant sur le plan politique et l'on a constaté aux dernières élections présidentielles (1970) que ces masses ont maintenu dans l'ensemble leur appui au régime. Les observateurs ne manquent pas de souligner néanmoins que rien, compte tenu du mécontentement actuel, ne permet de prouver que cet appui sera indéfini...

L'intention de l'auteur, au-delà d'une conjoncture qu'il évoque très rapidement, est d'établir, en utilisant une problématique marxiste,

les fondements de la situation actuelle. Elle est de montrer que l'histoire du déroulement de la réforme agraire se résoud dans le développement du capitalisme dans les campagnes, un développement qu'il documente très précisément.

L'ouvrage est organisé en deux parties. Dans la première partie qui est de nature surtout historique et institutionnelle, l'auteur se place d'abord avant la Révolution, en 1910. Le grand soulèvement des campagnes s'explique par les tensions énormes engendrées par le système ultra-latifundiaire qui s'était développé à partir des lois de la Réforme. Les communautés indiennes qui demeuraient avaient été totalement dépossédées et les *haciendas*, bien qu'entraînées vers un développement capitaliste, maintenaient un système oppressif quasi féodal. La révolution mexicaine n'est pas idéologiquement très avancée si on la compare à la révolution russe de la même époque. Les idées libérales sont portées par la bourgeoisie madériste. Les paysans qui luttent sous la direction des leurs (Villa, Zapata) ou bien forment la piétaille des armées carrancistes, huertistes, obrégonistes... n'ont que quelques idées simples: « La terre à ceux qui la travaillent » et le retour aux communautés: « Terre et liberté! »

La fin de la Révolution voit la conclusion d'une entente entre classes bourgeoise et paysanne. La Constitution de 1917 qui dans son article 27 traite de la question agraire, est un compromis et c'est sur ce compromis, révisé et interprété par les présidents successifs que se fonde le régime mexicain actuel. La propriété privée reste le fondement juridique de toute possession, même si une phase transitoire de nationalisation intervient entre la destruction de l'*hacienda* et la distribution de la terre aux paysans. La propriété moyenne est garantie dans la plupart des cas. Un nouveau secteur est créé à la demande des paysans, le secteur éjidal.

L'auteur nous conduit ensuite à travers le maquis des textes juridiques qui précisent ou modifient les règles de la réforme inscrites dans la Constitution. En même temps, on saisit le rythme d'application de ces textes, qui varie énormément au cours de la période. La première période, celle qui suit la Révolution sous les présidences d'Obrégon et de Calles, principalement, est caractérisée par de très faibles distributions de terre. Sous Cardenas

1. Cf. A. MEISTER, *Le système mexicain. Les avatars d'une participation populaire au développement*, Éd. Anthropos, Paris, 1971.

(1934-1940) vient l'accélération décisive, et en fait c'est de cette période que date la création réelle du secteur éjidal. Les présidents suivants chercheront plutôt à consolider la moyenne propriété, tout en jetant du lest du côté des masses rurales (Lopez Mateos et Diaz Ordaz) par des distributions de terre de fertilité douteuse. L'auteur conclut cette première partie en démontant le système juridique de l'*ejido*, système qu'il connaît bien plus, qu'il lui avait consacré une thèse, il y a une dizaine d'années.

La deuxième partie intitulée « Une agriculture capitaliste en voie de développement » est plus neuve que la première. On y sent davantage encore la volonté d'interpréter la réforme plus que de la décrire simplement. Elle est aussi plus pertinente au propos de l'auteur parce qu'elle traite de la « base ». On aurait d'ailleurs pu imaginer que cette « base » soit étudiée avant les « superstructures » juridiques ou institutionnelles. Les textes juridiques – même analysés par rapport aux luttes de classes de l'époque et aux idéologies portées – lui fournissent, en effet, de moins bons arguments qu'une analyse économique des réalités rurales.

Après un rappel statistique de la structure foncière, tant dans le secteur privé que dans le secteur éjidal, l'auteur envisage « l'accumulation capitaliste dans les campagnes » qu'il saisit par le mécanisme d'appropriation de la plus-value dans le cas des salariés, et des pertes de surplus dans le cas des petits propriétaires et des *ejidatarios*. Il en arrive à des tableaux de transferts intersectoriels qui fondent son hypothèse d'une concentration capitaliste. Sa tentative de prouver des différenciations sociales au moyen de l'étude des transferts intrasectoriels est plus limitée à cause de la déficience des sources. La tendance montrée ne fait pas de doute : au Mexique, surtout dans le nord du pays, sont en train de se reconstituer des *latifundios* – cette fois de type nettement capitaliste – dont la main-d'œuvre provient de la traditionnelle masse de paysans sans terre qui atteint maintenant près de quatre millions d'individus et aussi des secteurs de petite propriété et éjidal en voie de prolétarianisation.

« Si l'on ajoute aux quelque 900 000 propriétaires de moins de 5 hectares les 900 000 *ejidatarios* dont la parcelle est inférieure à cette même dimension, on constate que 65% des paysans mexicains sont des minifundiaires ca-

ractérisés. Ils exploitent à peine 17% du territoire cultivable. À l'autre pôle, moins de 1% de la « paysannerie » concentre 42% des terres labourables ». (p.153)

Un cycle semble se refermer et l'inquiétude concernant l'avenir ne peut que surgir.

En conclusion, l'auteur rejette la plupart des « solutions » proposées au problème mexicain, solution franchement capitaliste qui supprime l'*ejido* (prônée par le parti d'Action nationale), solution « agrariste » qui renforce au contraire l'*ejido* et la petite propriété authentique (prônée par certains éléments du Parti révolutionnaire institutionnel, le parti officiel). On suppose qu'il se prononce pour une nationalisation complète des terres et des solutions de type soviétique ou chinois. Pour l'instant le régime qui tire son origine du pacte interclasses ne peut se permettre de perdre sa base électorale rurale des petits propriétaires et des paysans éjidataires et le programme de « réforme agraire intégrale » des présidents Diaz Ordaz et Echeverria, avec la démagogie qu'il comporte, quand on sait qu'il ne reste pratiquement plus de terres fertiles à distribuer, vise à calmer la masse rurale et à continuer à la maintenir dans le contrôle étroit de l'appareil du parti.

Le livre de Gutelman est juste. Sa méthode rigoureuse amène un éclairage franc du sujet. En même temps, un tel ouvrage doit mettre un terme aux élucubrations de ceux qui, il n'y a pas si longtemps, décrivaient le Mexique comme un pays socialiste, ou assimilaient les *ejidos* à des *kolkhozes*. Cependant sa perspective – uniquement agrarienne – peut prêter le flanc à quelques critiques. Dans une certaine mesure, on peut dire qu'une fois l'appui des masses rurales acquis par la réforme agraire, le régime s'en est désintéressé pratiquement complètement et, alors, il est bien évident que la paysannerie a été complètement sacrifiée au développement industriel. Les investissements directs dans l'agriculture ont été très faibles (à l'exception des travaux d'hydraulique qui servent surtout aux grands propriétaires) comparés aux investissements dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'industrie. D'une façon indirecte, certains investissements publics peuvent – il est vrai – servir à l'agriculture, telles les routes, mais cela est limité. On regrette donc que l'auteur n'ait pas cru bon de replacer la politique agraire dans le cadre plus

général d'une politique économique et d'un type de développement dont les bases ont été établies sous les présidents Cardenas et Aleman. On n'a guère l'habitude d'associer les politiques de ces deux présidents et elles sont en fait très contrastées. Mais en poussant la réforme agraire, Cardenas assurait un des préalables de la croissance industrielle dont Aleman est le symbole. Donc, c'est l'ensemble de la politique économique du régime qui a une cohérence « capitaliste ». Pour prouver cette imbrication des volets de la politique du régime, nous pouvons prendre l'exemple des exportations de produits agricoles. Gutelman ne montre pas assez nettement que les protections plus ou moins officielles dont jouissent les *latifundios* reconstitués sont à mettre en relation avec la volonté d'assurer un fort niveau d'exportation de coton, de henequen, de produits « tropicaux » en général, et de légumes vers l'Amérique du Nord, parce que ces grandes propriétés sont dans les circonstances actuelles les seules en mesure de fournir ces contingents exportables. De même, il n'est pas la peine d'insister sur le fait que la crise agraire libère de grandes quantités de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie.

Pour en venir à des critiques mineures, nous regrettons que l'ouvrage ne soit pas accompagné d'une bibliographie. Les références données en bas de page ou à l'intérieur du texte ne sont pas toujours complètes et sont parfois déformées (Tamembaum au lieu de Tannembaum). D'une façon générale aussi, les mots et les noms mexicains et espagnols sont très incorrectement écrits : *Conchos*, *Carranza*, *tienda de raya*, *Commission de los Salarios Minimos*... Les exemples sont innombrables.

Restent enfin la question de l'adéquation du titre au contenu de l'ouvrage et le problème de la thèse présentée dans l'introduction. Le cas du Mexique prouverait que la réforme agraire en Amérique latine – et on suppose ailleurs aussi – s'inspire d'une politique bourgeoise :

« Sans hésitation, on peut qualifier la réforme agraire elle-même, c'est-à-dire le processus de saisie et de redistribution des terres, de réforme *bourgeoise* même lorsqu'elle s'accomplit dans le cadre d'une révolution prolétarienne violente ». (p. 14)

Cette assertion serait vérifiée par l'extension rapide de la réforme agraire en Amérique

latine. En vérité, nous aurions tendance à penser que c'est exactement l'inverse qui est vrai, malgré les exemples récents du Pérou et du Chili. Le mouvement de réforme agraire, propulsé par l'Alliance pour le Progrès, s'est très vite arrêté en chemin et l'on ne peut se laisser duper par la présence des nombreux Instituts de réforme agraire, dont l'activité de réforme est nulle (parfois ils s'occupent de colonisation). Là réside la véritable « mystification » des réformes agraires latino-américaines. Le Brésil et la Colombie, pour ne citer que des pays importants à la structure agraire très inégalitaire, n'ont connu aucune réforme digne de ce nom. La généralisation à partir du cas mexicain nous paraît manquer de bases solides et l'on s'étonne que l'auteur n'ait pas évoqué Cuba qu'il connaît bien pourtant ; il a travaillé à l'Institut de réforme agraire de la Havane et il a écrit un livre sur *L'Agriculture socialisée à Cuba* (chez le même éditeur que le présent ouvrage).

La réforme agraire en général (car il existe une grande diversité de politiques de réforme agraire) ne porte ni vers le socialisme ni vers le capitalisme. Elle correspond à un certain niveau de développement des forces productives et, à coup sûr, elle porte en elle de nouvelles contradictions à l'intérieur de formations économiques et sociales où, en règle générale, l'initiative appartient à d'autres secteurs. Mais fondée sur le désir simple de posséder la terre, ou du moins ce qu'elle représente, soit un minimum de sécurité, désir que l'on rencontre de façon générale dans le monde de la paysannerie, la revendication de réforme agraire est très peu idéologique en elle-même, et l'interprétation que peuvent en faire des couches « idéologiques » comme les ouvriers, les bourgeois ou les intellectuels est forcément génératrice de contresens.

Christian-Antoine GIRAULT

*Département de Géographie,
Université McGill*

∩ SUMMERS, Lionel M., *The International Law of Peace*, Oceana Publications, 1972, 262p.

De temps à autre, un livre est en vente qui porte à s'interroger : l'auteur et l'éditeur sont-ils